

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELPHARM

Rue de l'Isle
BP 103

28380 Saint-Rémy-Sur-Avre

Références : IC240766
Code AIOT : 0010004799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement DELPHARM implanté Rue de l'Isle BP 103 28380 Saint-Rémy-sur-Avre. L'inspection a été annoncée le 08/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale NATECH (plus particulièrement du risque inondation).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELPHARM
- Rue de l'Isle BP 103 28380 Saint-Rémy-sur-Avre
- Code AIOT : 0010004799

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Saint-Rémy-sur-Avre, sous-traitant pharmaceutique, est spécialisé dans la production de médicaments stériles.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite inspection du 12 avril 2022 - rejets station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 4.3.9.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco pollution aqueuse	AP Complémentaire du 04/11/2020, article 4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
4	Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco émissions COV	AP Complémentaire du 04/11/2020, article 5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
5	Suite inspection du 12 avril 2022 - flux annuel émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art.30-36°	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite	Arrêté Préfectoral	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	inspection du 12 avril 2022 - zone dépotage cuve de fuel	du 11/01/2012, article 7.6.7		
6	Suite inspection du 12 avril 2022 - VLE rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 9.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Suite inspection du 12 avril 2022 - Maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
8	Suite inspection du 12 avril 2022 - Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 6.2.2 et 6.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
9	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection du 12 avril 2022 - rejets station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans une station d'épuration collective
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température < 30°C

pH compris entre 6,5 et 8,5

Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Débit de référence Maximal : 137 m³/jour C: Concentration moyenne journalière (mg/l) F: Flux maximal journalier

MES C: 176 F: 19 kg/j

DBO5 C: 219 F: 57 kg/j

DCO C: 621 F: 115 kg/j

Azote K C: 21 F: 3,15 kg/j

P C: 5 F: 0,84 kg/j

Se C: 0,015 F: 2 g/j

Phénols C: 0,015 F: 2 g/j

CN C: 0,015 F: 2 g/j

Cd C: 0,003 F: 0,4 g/j

Cr C: 0,015 F: 2 g/j

Cu C: 0,132 F: 18 g/j

Hg C: 0,0003 F: 0,04 g/j

Ni C: 0,015 F: 2 g/j

Pb C: 0,015 F: 2 g/j

Zn C: 0,18 F: 24,6 g/j

Métaux totaux C: 1 F: 48,3g/j

Constats :

Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : Dépassements des valeurs limites en volume journalier rejeté, en pH, en température sur la période du 1er mars au 15 juin 2021.

Par courrier du 8 juillet 2022, l'exploitant a adressé une présentation de l'impact de la mise en pause à partir d'avril 2022 du vaccin Comirnaty sur les rejets aqueux du site (débit journalier, pH, température). Des dépassements sont toujours constatés.

Lors de l'inspection du 25/11/24, il est constaté sur GIDAF, que la dernière déclaration (septembre 2024) ne fait pas apparaître de dépassements.

Un rapport d'auto-surveillance a été adressé en août 2024 à l'inspection des installations classées, reprenant les analyses de mars et juin 2024.

Au niveau du débit journalier, celui-ci est inférieur très inférieur au seuil autorisé de 137 m³. L'exploitant indique que les dépassements constatés lors de la précédente inspection étaient liés à la production du vaccin.

Au niveau du PH, un dépassement est constaté (9,4 max en mars 2024 pour un max autorisé de 8,5). Ce dépassement serait lié à un défaut de la sonde d'après l'exploitant. Suite à l'intervention sur l'équipement, les valeurs sont correctes.

Au niveau de la température, un dépassement récurrent de la température maximale autorisé (30°C) est constaté (34,4°C en mars 2024 et 39,4°C en juin 2024). L'exploitant indique qu'il est en discussion avec la collectivité compétente pour revoir la convention de rejet. Il indique également qu'il y a plus de 2 km de réseau avant d'atteindre la station. Ainsi, la température de l'eau qui arrive à la station est inférieure à la température mesurée au niveau du point de rejet.

L'exploitant indique également qu'il doit finaliser l'étude technico-économique pour identifier des mesures visant à réduire la température des eaux rejetées.

Constat : les effluents aqueux ne respectent pas les seuils fixés dans l'arrêté préfectoral (température notamment)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Il transmettra notamment la convention de rejet modifiée à l'issue des échanges avec la collectivité compétente en matière d'assainissement.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco pollution aqueuse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2020, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Emission en température, phénol et cadmium fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral susvisé en respectant les délais suivants :

- Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Constats :

*Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : L'étude technico-économique portant sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse n'a pas été transmise à l'inspection.
Par courrier du 8 juillet 2022, l'exploitant a indiqué qu'il adressait le bon de commande pour la réalisation de l'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse. Ce bon de commande n'était pas joint au courrier.*

Lors de la visite du 25/11/24, l'exploitant indique que l'étude est toujours en cours avec Bureau Veritas. Cependant, des difficultés sont rencontrées pour d'avoir des échanges depuis près d'un an.

Concernant les phénols : une analyse des fiches de données de sécurité a été réalisée pour les produits susceptibles d'en émettre

Pour la température de rejet : les échanges portent sur le type d'échangeurs à mettre en œuvre.

L'étude n'est pas finalisée au jour de la visite d'inspection.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'un délai de 4 mois à compter de novembre 2020 était indiqué dans l'arrêté préfectoral complémentaire pour la transmission au préfet de l'étude, et que 4 années se sont passées.

Constat : l'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Emission en température, phénol et cadmium n'a pas été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Suite inspection du 12 avril 2022 - zone dépotage cuve de fuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.6.7

Thème(s) : Risques accidentels, Déchargement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

<p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : Ce point n'a pas été examiné en inspection. Le constat de l'inspection précédente est maintenu : Le dépotage de la cuve de fuel de 3000 litres se fait sur une aire non étanche.</i></p> <p>Par courrier du 8 juillet 2022, l'exploitant a adressé la procédure de mise en place d'un support étanche pour le dépotage de la cuve fuel de 3000 L.</p> <p>Sur le terrain, il est constaté l'affichage de cette procédure et la disponibilité du support étanche à proximité de la cuve fuel.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suite inspection du 12 avril 2022 - Etude technico-éco émissions COV

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2020, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses de solvant</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets atmosphériques fixées à l'article 30 - 36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé en respectant les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ; • Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ; • Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ; • L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.
<p>Constats :</p>

Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : L'étude technico-économique sur les modes de captation et de traitement des émissions diffuses de COV n'a pas été transmise.

L'exploitant indique qu'il est en recherche d'un prestataire pour réaliser cette étude. Plusieurs entreprises ont déjà été contactées mais aucune n'a pu donner suite au regard de la faisabilité de l'étude par rapport à l'étendue de la zone concernée par l'utilisation de COV.

Constat : l'étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets atmosphériques fixées à l'article 30 - 36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et dans l'arrêté préfectoral applicable n'a pas été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Suite inspection du 12 avril 2022 - flux annuel émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art.30-36°

Thème(s) : Risques chroniques, Flux annuel des émissions diffuses

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

36 - Nettoyage de surfaces

(Toute activité de nettoyage ou de dégraissage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Une activité de nettoyage constituée de plusieurs étapes se déroulant avant et après une autre activité est considérée comme une seule activité.)

Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m3. Le flux annuel des

émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an.

Si la consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou halogénés étiquetés R 40 est supérieure à 1 tonne par an, les dispositions du deuxième alinéa du c du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La valeur limite de la concentration globale des solvants à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m³. La valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés « de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 », exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an.

Constats :

Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : Le flux annuel des émissions diffuses (liées principalement aux procédés de nettoyage) dépasse 20 % de la quantité de solvant acheté.

L'exploitant présente le plan de gestion des solvants pour l'année 2023.

L'exploitant indique que les rapports n'ont pas évolué ces dernières années et que le flux annuel des émissions diffuses dépasse le seuil fixé par l'arrêté du 2 février 1998, car les solvants sont principalement utilisés pour les procédés de nettoyage.

Il existe peu de solution de substitution possible, car l'utilisation de ces solvants est liée à l'activité pharmaceutique du site et au besoin des process stériles.

Constat : le flux annuel des émissions diffuses (liées principalement aux procédés de nettoyage) dépasse 20 % de la quantité de solvant acheté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Suite inspection du 12 avril 2022 - VLE rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Autosurveillance des émissions atmosphérique cf AP Périodicité triennale
Constats : <i>Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : La fréquence triennale de mesure des rejets atmosphériques des chaudières n'est pas respectée. La conformité des rejets n'a donc pas pu être vérifiée.</i> L'exploitant présente la dernière analyse réalisée par l'APAVE le 22/06/2022. Aucun dépassement n'est constaté sur les rejets atmosphériques des 2 chaudières. Les prochaines analyses seront réalisées en 2025. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suite inspection du 12 avril 2022 - Maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives

prises.
<p>Constats :</p> <p><i>Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : Les installations électriques ne sont pas maintenues an bon état.</i></p> <p>L'exploitant présente les rapports de contrôle des installations électriques (Q18 et Q19). Il indique que l'ensemble des écarts relevés dans les rapports ont été soldés.</p> <p>Ainsi, pour le Q19 réalisé le 2 avril 2024 (3 écarts ont été clôturés en présence du contrôleur et 3 autres écarts ont été clôturés rapidement après le passage du contrôleur).</p> <p>Pour le Q18 réalisé le 8 août 2024 (1 observation a été traitée par un prestataire le 14/11/24).</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suite inspection du 12 avril 2022 - Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 6.2.2 et 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.2.2. Valeurs Limites d'émergence</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <p>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) J : 6dB(A) N: 4dB(A)</p> <p>Supérieur à 45 dB(A) J : 5 dB(A) N: 3 dB(A)</p> <p>Article 6.2.3. Niveaux limites de bruit</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <p>PERIODES</p> <p>PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</p> <p>PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</p> <p>Niveau sonore admissible en limite de propriété (points 1 à 5) J: 70 dB(A) N: 60 dB(A)</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2. , dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les zones à émergence réglementée ainsi que les points 1 à 5 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.</p>

Constats :

Rappel du constat de la visite du 12 avril 2022 : Dépassement en émergence des niveaux sonores de nuit au point 2.

Une étude acoustique a été réalisée le 28/08/2023. Un point de non-conformité (Point 2) lié au dégazage par Air-liquide en période nocturne a été constaté. Une mesure a été prise en interne pour résoudre ce dépassement, elle consiste à modifier l'horaire de passage d'Air-liquide pour une intervention en période diurne.

L'exploitant indique que la construction en cours du bâtiment ZVP3 permettra de faire disparaître la non conformité en point 2.

Une nouvelle étude acoustique sera réalisée à réception de ce bâtiment.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Risque Inondation

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Le Plan de Prévention du Risque Inondation de la vallée de l'Avre applicable à la zone a été arrêté en 2003. Le site de l'exploitant est en zone bleue du PPRI.

L'exploitant présente une étude de dangers réalisée en 2011. L'inondation est présentée comme un facteur non aggravant. Aucun événement d'inondation n'est connu sur site.

Le chantier en cours intègre les éléments du PPRI.

La rivière Avre borde le site. Une procédure en interne a été mise en place en fonction du niveau d'alerte Vigicrues. Celle-ci est présentée en inspection par l'exploitant.

Une écluse permet de contrôler le niveau de la rivière (gestion par la commune avec accès sur site 24h/24h. Intervention de la commune constatée en inspection).

Type de suites proposées : Sans suite